

Göteborg - Barcelone...

Gênes- 2001 - Bruxelles

... Liège - Gand

MARCHES EUROPÉENNES/NEWS www.euromarches.org

JUILLET 2001 – n°19 – 10 francs

Participation aux frais pour étudiants, chômeurs et précaires.

“De toute l’Europe et tout autour de la terre...”

En Europe comme “Tout autour de la terre...” les résistances tissent leurs solidarités. Pas des résistances “anti-mondialisation” comme les médias le répètent trop souvent, mais contre la mondialisation du libéralisme, la domination planétaire de la loi du profit. Ces résistances, qui s’expriment avec vigueur lors de chaque Sommet, ont de plus en plus besoin d’un ancrage social et d’une nouvelle perspective.

Pour y contribuer modestement, le réseau des Marches européennes a lancé un Appel pour une convergence des mouvements sociaux européens dont nous reproduisons en dernière page le texte intégral. Les propositions que contient ce document sont déjà discutées dans plusieurs pays. En France un collectif unitaire s’est constitué, regroupant plusieurs associations et syndicats.

L’idée est simple à exprimer, et bien sûr un peu plus difficile à concrétiser : que convergent tous les mouvements associatifs et syndicaux qui s’opposent à la logique libérale qui dicte la politique de l’Union Européenne. L’extraordinaire brutalité des “Grandes orientations de politiques économiques” de l’UE est l’illustration cynique de cette politique. La convergence des mouvements européens est d’autant plus urgente que des ONG par trop institutionnelles ou des organismes tels que la Confédération européenne des syndicats refusent d’entrer dans une opposition résolue à cette politique des gouvernants européens. Ils préfèrent l’amender à la marge. Les expériences ne manquent pas désormais, qui seront utiles à cette démarche de convergence internationale : celle des marches européennes bien sûr, mais tout autant la marche mondiale des femmes, les luttes de salariés ou de paysans qui commencent à se coordonner, les soutiens aux sans-papiers, ou les diverses initiatives des réseaux contre la mondialisation libérale...

La présidence belge de l’Europe, durant le second semestre 2001, offre des points d’appui. C’est en effet durant cette session que l’UE doit adopter le calendrier d’élaboration d’une Constitution européenne qui sera adoptée en 2004. La “Charte des droits fondamentaux” qui fut la cible principale de nos critiques lors du Sommet de Nice deviendrait le Préambule de cette Constitution. Dans ce contexte, l’Appel ouvre des perspectives. Ce sera la tenue, dans le cadre du Contre-sommet de Laeken - Bruxelles, en décembre 2001, d’une grande rencontre de militant(e)s syndicalistes et associatifs, adoptant leur propre échéancier d’élaboration d’une Charte revendicative européenne, et préparant des actions communes. Les mouvements sociaux, ou tout du moins les plus résolus d’entre eux, pourront ainsi contribuer à la grande perspective dont ont besoin celles et ceux qui veulent d’une autre Europe, d’un autre monde, et d’une autre société.

Patrice Spadoni



A la manif GBG 2001 du samedi 16 juin

SOMMAIRE vous trouverez dans ce journal :

Les “ rendez-vous ” se multiplient depuis que nous ne laissons plus les puissants et leurs gouvernements comploter dans l’indifférence générale. Depuis Amsterdam en 1997, les Marches européennes les marquent à la culotte de sommet en sommet. Nice a vu le monde syndical commencer à bouger à l’échelle européenne. La mobilisation de la jeunesse européenne pour Gênes s’annonce sans précédent. Puis arrive dans quelques jours la présidence belge de l’UE ! Les sommets de Liège, Gand et Laeken-Bruxelles sont d’une importance capitale pour l’avenir de l’Europe. Si nous voulons être entendus et surtout faire bouger les choses, il va falloir “mettre le paquet”. Pour ne pas nous retrouver avec une Constitution européenne au rabais dans la ligne de la Charte au rabais des droits qu’ils ont adoptée à Nice, il va falloir mobiliser encore plus ! Le but de ce journal, toujours fait dans la précipitation, est d’aider à la préparation de ces mobilisations.

Page 2 et 3 : Rendez-vous à Liège, Gand et Bruxelles

pour ne pas laisser triompher ce Marché Unique européen qui nous domestique !

Page 4 et 5 : Retour de Göteborg,

Mobilisations contre les licenciements et le chômage

Page 6 : Retour de Naples

Page 7 : Vamos à Gênes

Page 8 : “Pour l’unité dans l’action des mouvements sociaux européens”

Rendez-vous à Liège, Gand et Bruxelles, pour ne pas laisser triompher ce Marché Unique européen qui nous domestique !

La supercherie

Entre le monde qui nous appartient (1) et la politique politicienne nationale dans laquelle les médias nationaux nous enferment, il y a l'orbite de l'Union européenne où tout est décidé pour nous, longtemps avant que nous en soyons informé(e)s. Les gouvernements y adoptent des lois supranationales qu'ils doivent faire voter à posteriori par les Parlements nationaux sous peine de se voir infligés des blâmes ou des amendes par la Cour de Justice Européenne. Les Traités successifs ont été rédigés pour construire le Marché Unique, la Monnaie unique, l'Armée Unique. Ils dictent une concurrence où les acquis sociaux sont considérés comme des « entraves au bon fonctionnement du Marché ». Les gouvernants apprennent à jongler entre les décisions de cette Machine infernale dont ils sont les procréateurs et leurs applications. Il y a souvent plusieurs années de décalage – c'est ainsi en France pour les Services publics et dans plusieurs pays pour les Marchés publics, les compagnies d'assurance et les mutuelles ou encore la liberté d'installation pour certaines professions libérales. Quand les débats nationaux sont difficiles, ils lâchent « c'est l'Europe qui nous l'impose », sans dire que l'Europe c'est eux-mêmes. Certes, c'est difficile à admettre que cela peut se passer ainsi. Comme le souligne Pierre Bourdieu « Les Etats ont été, paradoxalement, à l'origine des mesures économiques (de dérégulation) qui ont conduit à leur dépossession économique ». (2). Et, ce faisant, ils nous déposèdent de NOS DROITS en nous mettant devant le fait accompli.

Les Marchés européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions ont pointé cette supercherie voilà quelques années. D'où les marches répétées et les manifestations avant et pendant les Sommets européens, pour dire que nous savons que c'est LÀ que tout se décide. L'expérience nous a appris qu'avant chaque Sommet, c'est toujours le même manège.

Le manège au « pompon » qui se joue de notre aspiration d'Europe sociale.

Un « pompon » est agité : « pompon » des Lignes directrices pour l'emploi de Luxembourg (1997), « pompon » du Pacte pour l'emploi de Cologne (1999), « pompon » du Sommet de la lutte contre l'exclusion sociale de Lisbonne (2000), « pompon » de la Charte des droits fondamentaux de Nice. A chaque fois le résultat est dérisoire et en trompe-l'œil. Ainsi va

le mirage de l'Europe sociale, trois petits tours et puis s'en va ! Et pendant ce temps-là, ce qui est écrit s'applique implacablement au profit des forces de la Finance et du Marché. La destruction sociale est de plus en plus criante et les situations de précarité se développent à grande vitesse.

La coordination européenne des Marchés a organisé un comité de lecture de ces fichus textes. Histoire d'en comprendre les mécanismes. On y trouve des démonstrations abjectes, à peine déguisées en analyses scientifiques (les chômeurs sont inemployables, paresseux et tricheurs, les travailleurs inadaptés et toutes et tous manquent d'esprit d'entreprise). Ces affirmations scandaleuses voulaient sonner le glas des droits que l'on pouvait croire acquis.

Des Grandes orientations de Politiques Economiques pour domestiquer le « marché du travail ».

Constatant que le Chapitre Emploi du Traité d'Amsterdam liait la politique de l'emploi aux Grandes Orientations de Politiques Economiques (GOPE), nous sommes allé(e)s voir ce qui se cachait derrière ce rouge. Haut-le cœur !

« Pour obtenir les résultats voulus, un élargissement de l'échelle de salaires vers le bas suppose une réduction de 20 à 30% du coût salarial des activités peu qualifiées, comme cela a été le cas par exemple, aux Etats unis dans les années 1970 et 1980. En outre, pour être efficace, une telle mesure nécessiterait en Europe, une réduction équivalente des allocations de chômage afin d'éviter « le piège de la pauvreté ».

« Une telle méthode se traduirait, par une répartition plus inégale des revenus et créerait à la limite, des catégories de « pauvres bien qu'ayant un emploi », incapables de vivre décemment de leur salaire.(...). Il est intéressant de noter qu'aux Etats unis, cela a justifié un changement de cap vers la mise en place d'un dispositif d'aide sociale, sous la forme d'un crédit d'impôt sur les revenus salariaux (Earned-Income Tax Credit). En Europe, cela signifierait qu'une partie de l'argent économisé sur les allocations de chômage devrait être réaffectée à d'autres formes de transferts sociaux, et ne permettrait donc pas d'alléger les contraintes pesant sur les budgets publics.

Une telle réduction des coûts salariaux serait dès lors difficile d'appliquer dans l'Union, bien qu'il soit possible d'y contribuer par des conventions collectives pragmatiques entre partenaires

sociaux, prévoyant notamment des salaires d'insertion pour les chômeurs longue durée. »(3)

C'était en 1998. Le collectif belge des Marchés avait alors interpellé les parlementaires européens qui nous ont assuré qu'il ne fallait pas lire à la lettre ces documents-là. Force est de constater, aujourd'hui, que plusieurs pays se sont emparés du tuyau américain (merci Reagan !) selon des appellations différentes : Prime à l'emploi (en France), crédit d'impôt (en Belgique et en Grande Bretagne), impôt négatif (en Allemagne). En regardant de plus près le texte reproduit ci-dessus, il apparaît que cette mesure ne répond pas aux critères du Pacte de stabilité de la Monnaie unique. Probable qu'elle ne durera que le temps d'une campagne électorale. Entre temps, les augmentations de salaires auront été évitées et l'euro sera passé avec ses effets de concurrence. Les syndicats résisteront-ils aux propositions de « conventions collectives pragmatiques entre partenaires sociaux, prévoyant notamment des salaires d'insertion pour les chômeurs longue durée » ? Du côté patronal, et malheureusement en accord avec certaines organisations syndicales, elles sont déjà sur la table dans plusieurs pays.

Ce chèque empoisonné enferme les chômeuses, chômeurs, Rmistés et minimexé(e)s dans l'obligation d'accepter des emplois dégradés à faible salaire et des sous-statuts et tente d'évacuer les questions de normes d'emploi et de salaire. Les analyses de la Fondation Copernic montrent comment, en France, l'impôt négatif est un projet dévastateur pour l'ensemble des salariés, faisant peser de grands risques sur le SMIC.(4)

Les GOPE 2001 sont arrivées en avril. Comme chaque année depuis le Traité de Maastricht, elles annoncent les nouvelles restrictions qui doivent être exécutées par les gouvernements nationaux. Il leur est rappelé qu'avec le passage à l'euro, la donne change : « La politique monétaire unique ne peut pas être modulée, en fonction des besoins propres à chaque Etat membre et le taux de change ne peut plus être utilisé pour restaurer une perte de compétitivité due à des retards en matière de changements structurels ou un dosage des politiques économiques inapproprié. »

On ne peut pas dire que les économistes-eurotechnocrates ne se préoccupent pas du social. Que du contraire ! **C'est leur cible prioritaire pour destruction**. Il faudra encore serrer la vis aux chômeuses, chômeurs et précaires : « Pour favoriser l'accroissement de l'offre de travail, il faut veiller à ce que le cadre réglementaire

encourage les gens à entrer ou à rester sur le marché du travail. Il convient en particulier de poursuivre les réformes des régimes de prélèvements et de prestations afin de renforcer les incitations financières à accepter ou à conserver un emploi. Afin d'améliorer les perspectives des travailleurs sans emploi et des personnes inactives, il est nécessaire de recourir à des politiques actives et ciblées. » De même pour les services publics : « Il est nécessaire d'améliorer la concurrence sur les marchés des biens et services, en particulier dans le cas des services publics et des services financiers.(...) Il incombera aux Etats membres d'assurer l'application effective de la législation du marché intérieur et d'encourager une plus grande concurrence. » Les systèmes de retraite sont plus que jamais dans le collimateur : « Parmi les mesures visant à assurer une assise financière plus solide aux systèmes de retraite, il convient, dans les pays qui n'ont pas encore fait un tel effort, d'accorder une part plus importante à la capitalisation... »

Chaque Etat est doté de « Recommandations spécifiques », qui, si elles ne sont pas exécutées, se traduisent par un blâme. Ce fut le cas, en 2000, pour l'Irlande qui s'était autorisée, entre autres, des améliorations pour les salaires et les revenus d'existence. Les appels à la restriction ciblent, pour chaque pays, le domaine où les acquis sont encore préservés : système de pré-pension et niveau du minimex en Belgique « réviser à la baisse les prestations les plus élevées et revoir le statut spécial dispensant les chômeurs de plus de 50 ans de chercher activement un travail » ; systèmes de soins de santé, de formation, prestations sociales et coûts salariaux en Allemagne, conditions d'octroi des prestations sociales pour les travailleurs âgés y compris les bénéficiaires des prestations d'invalidité aux Pays-Bas. L'Autriche devra « prendre des mesures pour rendre la retraite moins attrayante » et la France « supprimer les mécanismes qui dissuadent les travailleurs âgés de prendre un emploi à temps partiel ou à temps plein ; dans ce contexte, il y a lieu d'accorder une attention particulière aux programmes de retraite anticipée et aux systèmes de revenus garantis, en particulier dans le cas des travailleurs peu qualifiés et faiblement rémunérés ;... réexaminer la législation en matière de protection de l'emploi afin d'encourager la création d'emplois. » (5)

Pas de développement durable pour le social

Les GOPE 2001 intègrent la notion de développement durable

dans ses aspects environnementaux (pour que soit mis en œuvre le principe du pollueur-payeur), en excluant expressément les aspects sociaux du développement durable. Peut-on dire alors que l'on se préoccupe des générations futures ? Aujourd'hui, l'ascenseur social est bel et bien en panne pour les jeunes. Leurs perspectives d'avenir se dessinent dans un contexte d'insécurité sociale inadmissible. La loi du progrès générationnel, qui voulait que la génération précédente lègue à la génération suivante un monde meilleur, est bafouée dans la plus grande indifférence des institutions européennes.

Le développement durable sera le « pompon » agité au Sommet européen de Göteborg. (6) Les organisations de défense de l'environnement ont déjà exprimé leur déception. Par exemple, le calendrier prévu pour l'élimination des subventions ayant des effets pervers sur l'environnement est fixé à 2010 ! (7) D'ici là, on pourra être payé pour polluer.

Domestiquer la protection sociale

Nos systèmes de protection sociale ont été bâtis, de luttes en négociations, pour nous protéger de la maladie, de la vieillesse et des crises de l'emploi. « Tout cela coûte trop cher », ont dit en chœur les institutions européennes en 1997, il faut « moderniser et améliorer les systèmes de protection sociale »(8) : rendre la protection sociale productive, « adopter des mesures pour inciter les chômeurs à travailler par les contrôles administratifs et la pression sociale », introduire des mécanismes de marché dans les systèmes de soins de santé ; réformer les systèmes de retraite selon 3 axes d'orientations : a) relever l'âge effectif de la retraite ; b) augmenter le nombre d'années de cotisation nécessaires pour obtenir une pension complète ; c) évoluer vers un système de capitalisation.

« Etes-vous d'accord avec ce que je propose ? » a questionné le Commissaire Flynn, en juin 1998, à Bruxelles, devant un Forum de la Politique sociale composé de 1000 représentants du secteur social et des administrations nationales du secteur social. Devant la cacophonie des points de vue, Flynn a considéré qu'il bénéficiait d'un consensus pour produire une 2^e Communication en enfonçant les clous là où ça fait mal, avec un changement léger mais significatif : le mot « améliorer » a été supprimé du titre. (9) Pratique, le dialogue avec la société civile ! Les règles élémentaires de la représentativité peuvent être ignorées. Pour le moins dangereux pour la démocratie !

Depuis, tout cet aréopage Bruxellois

et des capitales se réunit de table-ronde en table-ronde. La Commission européenne leur a donné un os à ronger : « définir des indicateurs structurels », « pratiquer la méthode ouverte de coordination ».

Et pendant ce temps-là, les Ministres des Finances s'attèlent à changer les indicateurs à vitesse grand V. Au Sommet de Stockholm des 22 et 23 mars 2001, ils se sont emparés du thème du vieillissement de la population pour faire de l'équilibre financier des régimes publics de retraite et de soins de santé le 5^e critère du Pacte de Stabilité de la Monnaie unique. Si cela continue ainsi, OUI, VIEILLIR SERA UN CAUCHEMAR pour toutes celles et ceux qui auront subi une longue période de chômage et de précarité.

Domestiquer les droits sociaux

Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions ont lancé un cri d'alerte en juillet 2000 lorsque les droits sociaux à prestation (droit à la retraite, aux allocations de chômage, droit au revenu d'existence) ont été exclus de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. « Cela ne ressort pas des affaires européennes, le social doit rester au national » nous a-t-on répondu. (Alors que les Ministres des Finances et la Banque Centrale Européenne ne cessent de démontrer le contraire ! Et que les GOPE 2001 rappellent aux gouvernements de la zone euro qu'ils n'auront plus de liberté de choix budgétaire !).

Il n'y a pas un jour à Bruxelles sans qu'un(e) parlementaire européen(ne), un(e) haut fonctionnaire prie tout haut pour que la Charte devienne le préambule de la future Constitution européenne.

Nous ne pouvons pas comprendre ni accepter que les sociaux-démocrates (à part quelques exceptions) s'obstinent à présenter cette Charte comme le dernier joyau du XX^e siècle ; alors que chacun ne peut qu'admettre qu'en excluant les droits à prestation au niveau européen, leur disparition de l'ordre juridique national est rendue possible. Où est l'avancée sociale en matière de droit lorsque cela se traduit par la suppression des obligations de l'Union, des Etats et des entreprises à s'engager financièrement pour la concrétisation de ces droits ? Le premier article « Droit à la dignité » devient caduc étant admis que la définition de la dignité est justement la concrétisation des droits et non la charité. C'est impardonnable d'aller dans le sens des conservateurs et des libéraux qui décrètent que ces droits sont des « promesses qu'on ne pourra plus tenir à l'avenir ».

Domestiquer les libertés

Les habitants de Pologne, République Tchèque, Hongrie, Slovaquie, Estonie - qui vont devenir des citoyens européens en 2004 et élire leurs représentants au Parlement européen - aspirent aux droits et aux libertés de ce

qu'ils perçoivent être le modèle de l'Europe occidentale. Quelle déconvenue pour eux, de savoir que, justement pendant la période où se négocie leur adhésion, les droits sociaux fondamentaux sont remis en cause. Quant à la liberté de circulation (on peut supposer que pour eux qui ont subi le mur de Berlin, c'est important), elle est d'ores et déjà considérablement limitée. La Commission européenne a élaboré une proposition qui prévoit que dès le premier jour après l'adhésion, chacun des quinze Etats membres actuels a le droit d'appliquer des mesures nationales pour restreindre ou interdire entièrement l'accès à son marché national d'emploi. « Cinq ans après l'élargissement, chacun des quinze Etats membres actuels, qui souhaite maintenir en place ses mesures nationales, peut décider de les prolonger pour un maximum de deux ans supplémentaires en cas de « turbulences sérieuses » sur son marché du travail. Cette décision devra simplement être notifiée à la Commission, en cas d'absence de notification, l'accès (la libre circulation des personnes) s'appliquera automatiquement. »

Il va de soi que pendant ce temps-là, la libre circulation des marchandises, des capitaux et des services (10) battra son plein. Cette proposition de la Commission européenne devrait être adoptée au Sommet de Göteborg les 16 et 17 juin 2001.

Qu'est-ce que ceci laisse présager quant à la liberté de circulation dans l'Union européenne ? Rien n'est annoncé à ce jour, mais on peut supposer que certains utiliseront l'argument pour réviser les accords de Schengen.(11)

Domestiqués par l'euro

Au premier janvier 2002, il faudra compter en euro. Nous pourrions en apprécier les aspects positifs si l'Union européenne garantissait les droits sociaux qui sont fondamentaux et vitaux (droit à la pension de retraite, aux allocations de chômage, droit au revenu d'existence) pour 40% de la population européenne qui échappe au seuil de pauvreté grâce aux transferts sociaux. Mais, le côté FUNNY de l'euro ne peut être apprécié par toutes et tous. Partir en vacances à l'étranger sans tracas de change ? Sans intérêt pour ceux qui n'ont pas le moindre euro à consacrer aux vacances. La possibilité de comparer les prix et de s'offrir un petit week-end à l'étranger pour aller faire ses achats ? La belle affaire quand on dispose à peine de quoi se loger et se nourrir. Par contre, cette nouvelle facilité de comparer les prix ne peut qu'inquiéter pour ses consé-

quences. Les prix dépendent des taxes et des salaires. Les institutions européennes et les Etats n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'harmonisation fiscale. Le commissaire européen ultralibéral Fritz Bolkenstein ne perd d'ailleurs jamais l'occasion de dire publiquement qu'il est un chaud partisan de la concurrence fiscale. La concurrence sur les salaires risque d'être douloureuse.

La démocratie revue et corrigée

Dans le Traité de Nice, il est déclara-



La photo a été prise le 20 mai en Belgique où le collectif belge des Marches européennes participait à la manifestation organisée par les syndicats FGTB et CSC pour le relèvement (adaptation au bien-être) de toutes les allocations sociales. C'est une militante de Droits Devant de La Louvière qui est photographiée.

ré que l'équivalent du Plan de la Constitution européenne (12) sera défini lors du Sommet européen de Bruxelles-Laeken les 14 et 15 décembre 2001 : « A la suite d'un rapport qui sera établi pour le Conseil européen de juin 2001, le Conseil européen, lors de sa réunion de Bruxelles-Laeken en décembre 2001, adoptera une déclaration contenant des initiatives appropriées pour poursuivre ce processus qui portera sur les questions suivantes : la délimitation des compétences entre l'Union et les Etats membres, le statut de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne ; la simplification des Traités sans en changer le sens ; le rôle des parlements nationaux dans l'architecture européenne. »

Tout ceci est en préparation - bien que le Traité de Nice n'ait pas encore été ratifié par les parlements nationaux. On fait comme si ! D'ailleurs pourquoi il y aurait-il un problème ? Tout le monde semble avoir oublié que les commentaires étaient unanimes : ce traité est désastreux. Seule l'Irlande a prévu un référendum pour la ratification du Traité de Nice. Le Premier Ministre Belge Guy Verhofstadt a annoncé début mai son « ambition » dans une note de priorités : « La Déclaration de Bruxelles/Laeken doit se prononcer sur l'agenda des débats consacrés à l'avenir de l'Europe, sur la méthode qui sera utilisée ainsi que le

calendrier ». Jacques Delors a toujours affirmé que c'était avec cette méthode-là qu'il avait réussi le Marché unique et la Monnaie unique. Un objectif, une méthode et un calendrier. Cette recette a la vertu de mettre la Machine infernale en branle. Des milliers d'eurotechnocrates avancent alors le nez sur le guidon. Aucune flexibilité n'est envisageable. Chacun ayant conscience que dans la diversité des langues et des cultures, la moindre déviation serait fatale. Et personne ne veut en prendre la responsabilité.

Ce qui sera décidé à Bruxelles/Laeken sera donc DÉCISIF pour notre futur. Le calendrier est très serré. Et redoutable. C'est l'Italie de Berlusconi qui présidera fin 2003 l'ouverture de la Conférence Intergouvernementale qui devrait adopter la Constitution européenne en 2004.

Les forces du Marché et de la Finance sont dans la course depuis longtemps pour préparer ces législations européennes. Elles exercent une influence considérable et néfaste sur les propositions des institutions européennes et sur les Etats. (13)

Soyons extrêmement exigeants sur le contenu de la Déclaration de Bruxelles-Laeken. Soyons inflexibles pour que les droits sociaux fondamentaux (droit à la retraite, aux allocations de chômage, droit au revenu) soient ajoutés à la Charte qui deviendra le préambule de la Constitution. Revendiquons un engagement formel de « l'amélioration des conditions de vie et de travail permettant leur égalisation dans le progrès ».

En tout état de cause, une Constitution européenne ne peut être qu'un acte fondateur sur la base des principes et des valeurs de celles et ceux qui veulent vivre ensemble. Pas de Constitution sans démocratie ! Faisons-le savoir, montrons notre détermination à décider toutes et tous ensemble de notre avenir : c'est un des buts de la Déclaration des Marches européennes pour « l'unité dans l'action des mouvements sociaux européens. Nous devons être nombreux à Göteborg, Liège*, Gand* et Bruxelles pour être entendus.

Marie-Paule Connan,
2001-05-27

Notes

- (1) « Le monde nous appartient » Christophe Aguiton. Plon.
- (2) Pierre Bourdieu. Contre-feux 2. Raisons d'agir.
- (3) Communication : Croissance et emploi dans le cadre de stabilité de l'UEM. Réflexions de politique économique en vue des grandes orientations de 1998. COM (1998) 103 final..
- (4) « Pourquoi maintenir un salaire minimum si l'Etat prend en charge une partie de la rémunération des salaires ? N'en doutons pas, cet argument sera soulevé par le MEDEF(...) Fondation Copernic : « Pour un plein emploi de qualité ». Fax : 33.(0)1.40 30 17 98.
- (5) Recommandation de la Commission concernant les GOPE pour 2001. COM(2001) 224 final. Adresse INTERNET (en français, anglais et allemand) : http://europa.eu.int/comm/economy_finance/document/econeur/beg/gop_e_fr.pdf
- (6) Stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable. COM(2001)264final. <http://europa.eu.int/comm/environnement/eussd/index.htm> (dans toutes les langues)
- (7) Communiqué du Bureau Européen de l'Environnement du 20/5/2001.
- (8) Moderniser et améliorer les systèmes de protection sociale dans l'Union européenne. COM(97)102 final ».
- (9) Communication de la Commission du 14-07-99 (com (1999) 347 final) « Stratégie concertée pour moderniser la protection sociale ».
- (10) Pour les services, l'Allemagne et l'Autriche seraient autorisées, pendant un maximum de sept ans, à prendre des mesures nationales pour restreindre la libre prestation de certains services afin de faire face à des menaces de turbulences sérieuses sur leurs marchés du travail respectifs.
- (11) Les accords de Schengen permettent la libre circulation des personnes (sans contrôle) entre les Etats de l'Union qui ont signé l'accord.
- (12) Annexe IV. Déclaration sur l'avenir de l'Union à inscrire à l'Acte final de la Conférence. Pour se procurer le Traité de Nice sur INTERNET (dans toutes les langues) : <http://europa.eu.int/eur-lex/fr/treaties/index.html>
- (13) Europe inc. Liaisons dangereuses entre institutions et milieux d'affaires européens. Corporate Europe Observatory. AGONE EDITEUR. 2000.

**Marches européennes
marches97@ras.eu.org
www.euromarches.org**

Que restera-t-il de Göteborg ?

Pour les "media" de l'Union européenne, il restera les images d'une ville dévastée par des manifestants "étrangers" à la Suède. On connaît la chanson. Même des journaux qui passent pour sérieux ont abondé dans ce sens. "Des manifestants et casseurs ont transformé en champ de bataille le port suédois de Göteborg" pouvait-on lire dans la une du "Monde".

Nous retiendrons de Göteborg des mobilisations dynamiques, impliquant tous les pays scandinaves dans une ville plutôt paisible. La municipalité de gauche de Göteborg avait même réservé des emplacements au

centre de la ville avec des dizaines de chapiteaux pour les forums, la restauration etc...Imaginez à Paris un contre-sommet dans le jardin des Tuileries et en bord de Seine.

La municipalité de Nice et le gouvernement français nous avaient moins gâtés pour le sommet de Nice en décembre 2000...Les manifestations contre la venue de Bush, contre l'Union européenne, contre la mondialisation libérale ressemblaient beaucoup à ce que nous connaissons dans les autres pays d'Europe, en beaucoup plus jeune...et avec un ressentiment très fort contre l'Union européenne.

Effectivement, un certain nombre d'incidents ont ponctué le contre-

Le lendemain, à l'occasion de l'ouverture du sommet, un groupe a commencé à s'en prendre aux vitrines de l'avenue principale du centre de Göteborg. Les "vitrines brisées" sont toujours "télégéniques": nous ne pensons pas pour autant que ce genre d'action fasse avancer la prise en compte de nos revendications: nous pensons même que cela produit l'effet inverse.. On peut toutefois s'étonner d'une chose: la police laissa faire pendant près d'une heure...Manifestement on avait besoin d'images pour prouver que la ville était dévastée! En tout état de

de la répression.

Tout cela est lamentable. Certains expliquent que c'est le fait d'une police inexpérimentée. On serait tenté d'admettre

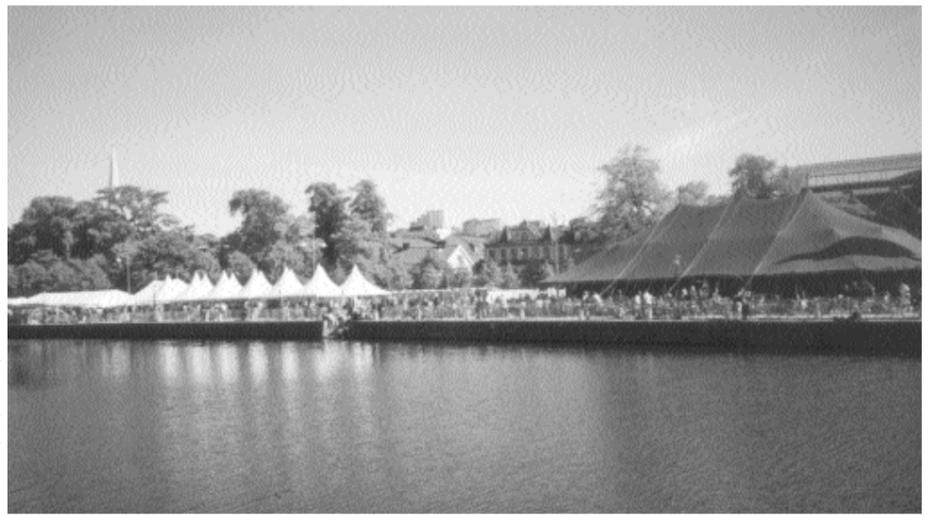
qu'effectivement ils ne sont pas très doués, mais enfin...Quand Bush se déplace, les polices "locales" sont fortement encadrées par des "spécialistes". Les polices d'autres pays de l'UE étaient sur place pour "conseils" et apprentissage.

Quelques semaines avant déjà, la même police avait frappé sauvagement les manifestants à Malmö. C'est aussi en Suède que des nazis assassinent des syndicalistes. Y en a-t-il dans la police? On attend d'ailleurs toujours le procès des assassins d'un militant du SAC.

Mais à la lecture les "leçons" qu'en ont tiré notamment la "presse" italienne ou belge, on comprend mieux. En Italie, on annonçait des morts. Il s'agissait en fait de "préparer" l'opinion à la riposte aux mobilisations contre la tenue du G8 à Gênes, de justifier les multiples interdictions en perspective. Pour la Belgique, il s'agit de la tenue du sommet de l'UE à Laeken-Bruxelles en fin d'année. Ils nous promettent déjà arrestations préventives, canons à eau et balles... en caoutchouc. (Voir le titre du "Soir").

On peut aussi se demander si tout ce tintamarre policier n'avait pas pour but tout simplement de cacher un autre fait: les résultats du sommet sont plus que réduits, tant sur les questions environnementales, en présence du "spécialiste" Bush, que sur l'élargissement, statu quo en attendant la présidence belge. Un sommet de routine...qui n'empêche pas leur "machine" d'avancer en dépit des votes irlandais et des manifestants.

C'est ainsi que la Commission européenne continue de construire, jour après jour, une Union européenne de plus en plus coupée des peuples et des citoyen(ne)s qui la composent. Voilà leur démocratie, mode "nouvelle gouvernance". On aurait pu croire que les résultats électoraux danois et irlandais feraient réfléchir sur le "déficit démocratique". Mais non, ils vont organiser de nouvelles élections pour les faire voter "comme il faut" et même si ce n'est pas le cas, ils s'en tapent vient de déclarer Prodi! Il est vrai



Le Contre-sommet, au centre de Göteborg ▲

qu'après la fameuse "élection" de Bush aux USA, ils auraient tort de se gêner... On aurait pu croire aussi que l'expression des forums et des manifestations serait prise en compte par ceux qui nous gouvernent. Plus ça va et moins on est entendu. Et cela au moment où la Commission et ses gouvernements s'appêtent à passer la vitesse supérieure: à Bruxelles, ils vont mettre sur les rails la future

Constitution européenne. Rien de moins, de leur plein gré, mais à l'insu des peuples! Par nos mobilisations nous devons stopper ce processus infernal de la construction d'une Europe néolibérale sans nous et contre nous. De toute l'Europe, continuons à nous mêler de ce qui nous regarde!

Michel Rousseau



Comment la Belgique va casser les casseurs
Interdiction de manifs, fichage, arrestations préventives: les mesures seront radicales
Titre de "Une" du Soir, grand quotidien de Belgique

cause, les "vitrines brisées" sont pour nous peu de chose en regard des vies brisées suite à la casse des protections sociales organisée dans les sommets de l'UE.

Le soir du 15, à la fin de la manifestation des organisations politiques (15000 manifestant(e)s), un petit groupe s'en est pris à la police. Et la police tira dans le tas à balles réelles. On nous a expliqué d'abord qu'un policier s'était senti en état de légitime défense au vu de l'agression que subissait un de ses collègues attaqué à coup de barre à mine par



Tête du cortège d'Attac-Suède

sommet et les manifestations. Le jeudi 14 la police encerclait une école en périphérie où se tenaient des forums et où nous devions loger le soir même. Les autorisations officielles avaient été données au SAC (Syndicat des travailleurs suédois, tendance libertaire) et à ATTAC. La police a voulu faire évacuer ces locaux déclenchant une bagarre générale, avec chevaux et chiens d'attaque côté police. Pourquoi? On attend toujours la réponse: 143 participants à ce forum ont été arrêtés. Pourquoi?

les "Black Block" (groupes autonomes danois-allemands). En fait, le monde entier a pu voir sur les écrans ou dans les photos de presse que ce policier a tiré à froid et dans le dos un jeune manifestant suédois qui avait lancé un pavé. Les explications officielles par la suite nous apprendront que la police suédoise ne dispose pas de gaz lacrymogènes, de canons à eau, de balles en caoutchouc etc...Pour aller manifester, faudrait-il se munir de gilets pare-balles? Que cherche-t-on? Nous ne pouvons tolérer une telle escalade

Les Euromarchés à Göteborg

Pour la première fois, les Euromarchés participaient à une manifestation dans les pays scandinaves. La délégation, partie en bus, était essentiellement composée de français, belges et hollandais rejoints sur place par des allemands.

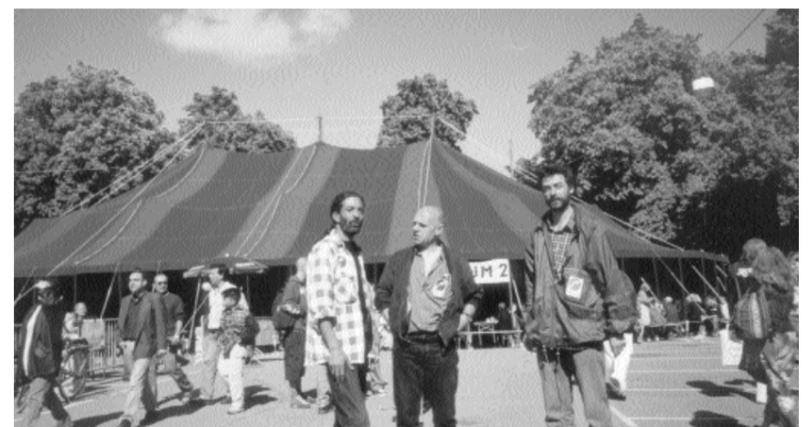
La première impression à notre arrivée le jeudi a été marquée par le résultat d'une démonstration de force et de provocation de la police suédoise: interdiction pour notre délégation de dormir dans l'école prévue près du centre de Göteborg. Cette école qui servait pour des forums le jour avait été évacuée par la police qui chargea à cheval et utilisa des chiens policiers. Cette attitude de la police fut confirmée le vendredi par une violence sans précédent à la fin de la manifestation des organisations politiques avec des tirs sur des manifestants à balles réelles. Même si les actes de vandalisme faits par une minorité de personnes ne sont pas justifiables, une telle réponse de la police et des autorités politiques est intolérable.

Samedi, nous avons participé à la manifestation unitaire: plus de 20 000, très vivante et, à notre étonnement, très jeune (moyenne d'âge de 25 ans).

Lors de notre séjour en Suède, nous avons aussi eu l'impression de la part des différentes organisations suédoises d'un sentiment anti-européen très fort et d'une volonté de repli sur soi-même. Une discussion avec une suédoise du SP (équivalent suédois de la LCR) nous a éclairé sur la perception suédoise de l'Europe. Depuis leur entrée dans l'Union Européenne, le taux de chômage est passé de 3% à 10%, les acquis sociaux, très forts en Suède sont remis en question... Cependant, toujours d'après notre copine suédoise, il semble que les mentalités commencent à changer vers la revendication d'une Europe sociale.

Nous saluons les organisateurs de GBG 2001, notamment le syndicat SAC (Sveriges Arbeters Centralorganisation) pour leur organisation et leur accueil: en dépit des difficultés de dernière minute pour le logement, il ont très vite réussi à gérer les difficultés et trouver un lieu parfaitement adapté à nos besoins. Merci.

Philippe Lavaine



Paris 9 juin : plus de 20 000 dans la rue contre les licenciements !



Ce printemps, un événement a secoué la France : en pleine " ambiance de reprise et de chômage en baisse ", plusieurs grandes entreprises (Danone, Marks et Spencer, Moulinex...) ont spectaculairement, et coup sur coup, annoncé des fermetures d'établissements

et des licenciements massifs, en en donnant cyniquement la raison : leurs profits sont, certes, importants, mais leurs actionnaires exigent plus et poussent à fermer les établissements qui ne rapportent pas assez.

Trop c'est trop ! Les sondages ont vite montré

que la majorité des Français était pour l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits et ne comprennent pas les manoeuvres politiciennes du gouvernement et des partis de la gauche plurielle face à ce fléau.

Du coup, fait nouveau en France, un appel au boycott de Danone a été lancé et les intersyndicales des établissements attaqués ont appelé à une grande manifestation de refus des

licenciements pour le 9 Juin. Plus de 20 000 ont ainsi manifesté dans les rues de Paris. Les organisations de chômeurs, notamment AC !, défilaient en tête du cortège, juste derrière les employés des entreprises victimes de licenciements. Bel exemple de solidarité entre chômeurs et salariés, tous victimes des méfaits de la dictature du capital ! Suivaient les syndicats du groupe G10-Solidaires, la CNT, la FSU ainsi que de nombreuses structures syndicales de la CGT et de la CFDT malgré l'abstention des confédérations syndicales.

Les partis politiques défilaient en fin de cortège.

Cette manifestation a permis de constater que le mouvement des chômeurs et précaires en France étaient toujours là avec l'ambition de trouver les voies de l'unité entre les chômeurs et les salariés pour lutter contre les licenciements, mais aussi contre toutes les mesures prises à l'encontre des chômeurs dans le cadre des projets de la " refondation " dite sociale du patronat français.

Jean Guy Dufour



7 Juin 2001 : "JAGODATAG", journée d'action des chômeurs en Allemagne

Le 7 juin, après de longs mois de silence, la voix des chômeurs s'est faite à nouveau entendre dans l'ensemble de l'Allemagne avec des actions de protestation dans au moins 70 villes, en réponse à la qualification des chômeurs de " paresseux ", de " tire-au-flanc " par Schröder. C'est la plus importante mobilisation depuis l'arrivée du SPD et des Verts au gouvernement.

Comme dans le passé, la Coordination des chômeurs syndiqués de Bielefeld, avec les groupes indépendants de chômeurs, les Euromarches, avait appelé à une journée de protestation " Soutien aux chômeurs et non condamnation ", le 7 juin, jour de publication des chiffres mensuels du chômage en Allemagne (Jagodatatag). Ils ont été rejoints dans beaucoup de villes par les syndicats locaux ou, comme à Berlin, par la Confédération des syndicats des employés, VERDI, récemment créée, pour s'élever contre la réduction ou suppression des allocations chômage et aides sociales. Ils ont rappelé au pouvoir SPD-Verts qu'ils ont été élus pour plus de justice sociale. Cette question sera à nouveau le problème

essentiel des prochaines élections.

Angelika Beier de la Coordination de Bielefeld a rappelé les intérêts communs aux chômeurs et salariés : " quand l'argent du Bureau du chômage ne permet plus de payer le loyer et la nourriture, les chômeurs deviennent la main d'œuvre bon marché et docile en concurrence directe avec les salariés. "

Que ce soit à Schwerin, Dresde, Duisbourg, Bielefeld, Oldenbourg ou ailleurs, toutes les protestations ont été dirigées contre la politique dite sociale de Schröder, sur un mode souvent humoristique, en essayant de faire prendre conscience aux salariés que les problèmes des chômeurs les concernent directement. Ainsi " Punir la paresse de réflexion des politiques par trois mois de suppression des indemnités et salaires " fût le mot d'ordre des chômeurs de Moerssen !

Lara Winter

(à partir du communiqué de presse de la Coordination de Bielefeld www.erwerbslos.de)



Balade de Charleroi à Liège.

La proposition de la balade des Marches européennes est née au retour de notre équipée lors du sommet de Nice en décembre dernier. Les SDF de Charleroi, après l'expérience vécue de cette semaine riche de conséquences pour eux, décidèrent d'une seule voix " ...et si on allait à la rencontre de ceux qui nous ignorent, qui sont reculés à l'extérieur des grandes villes et qui ne savent pas, qui n'écourent pas ce qui se passe chez nous... ". Aussitôt dit, aussitôt fait. Leur rêve de conquête de l'ailleurs ne devait plus que se concrétiser.

Pas de longues discussions, pas de longues palabres, mais des actes. Des plus précaires veulent parler aux précaires, des SDF se montrent, causent, vous causent. Ceux que l'on traite souvent, trop souvent, d'inadaptés interpellent leurs mots, leurs poings et comprennent qu'ils se doivent d'agir car la société les meurtrit, et trop souvent les tue.

Bien sûr, c'est au nom des

marches Européennes contre le chômage, l'exclusion et la précarité qu'ils vont de la pensée passer à l'action. Bien sûr, les yeux critiques des intellos se demanderont " mais pourquoi faire ? ". Ca fait mal que de trop souvent s'entendre dire cela. Et sans être sociologique, je vous dirai d'apprendre à les connaître et vous comprendrez la valeur, la chaleur que chacun apporte à l'autre dans les moments durs de cette existence qu'ils n'ont pas souvent choisie.

Cette balade, si j'ose m'exprimer ainsi, c'est aussi la concrétisation pour certains des SDF -qui depuis le début des Marches européennes en Belgique ont participé à de nombreuses manifestations dans de nombreux coins de chez nous et d'autres pays -c'est la concrétisation que moi le SDF, le précaire, le chômeur, le minimexé, le petit, je parle aux grands. Moi le petit, je suis devant aujourd'hui plus grand...

Tirez les leçons que vous voulez

mais cette pré-marche pour Bruxelles-Laeken, il y a le côté de la liberté. Le changement d'horizon, le " voir ailleurs ce qui se passe ". Il y a les rencontres avec des jeunes en formation, avec des militants. Il y aura de nombreuses improvisations, il y a les discours structurés et celui du cœur, celui qui sort des tripes !

Mais il y a surtout ce choix que chacun, qui qu'il soit, a le droit de faire c'est-à-dire s'exprimer pour défendre son droit à la liberté d'être citoyen à part entière dans une société sélective, capitaliste et meurtrière.

Merci à ceux qui nous ont ouvert les portes des Marches européennes à Charleroi, Bruxelles, Liège etc...et tendres pensées à ceux qui nous ont quitté, Ernest Michel et Jipi De Ley.

Denis Uvier

Permanent social Solidarités Nouvelles. Membre fondateur des Marches Européennes

Naples : Troisième rendez-vous de la globalisation : transformation de la forme état et e-government.

Du 15 au 17 mars 2001 s'est tenu à Napoli le "troisième forum Global". Celui-ci rassemblait 900 délégués et 180 rapporteurs de 40 pays. Parmi les invités il y avait des personnalités politiques mais également des représentants de firmes multinationales, notamment Microsoft, ainsi que des représentants de la Banque Mondiale et de l'O.C.S.E.. Ce forum a discuté des nouvelles technologies appliquées à la gestion des choses publiques, du e-government, "des formes de démocratie électronique, de la protection de la privacy et des garanties de transparence, des services aux citoyens en temps réel ainsi que des nouvelles formes de coopération internationale". Il y a eu une vidéoconférence avec Bill Gates, Kofi Annan, etc. Christiane et Lucia, du Collectif belge des Marches européennes, y ont rejoint nos ami(e)s d'In Marcia en Italie.

.Participation d'une délégation belge au "No global forum".

Le jeudi 15 mars 2001 à 16 h., Lucia et moi arrivons à l'aéroport de Napoli pour assister au "No global forum". Mario et un camarade nous attendent et nous emmènent directement au centre social "Laboratorio occupato SKA". Le SKA est un centre occupé (plus particulièrement par des jeunes, qu'ils soient chômeurs ou non). Il y règne une grande effervescence car c'est le lieu de ralliement du "No global forum". Au rez de chaussée, il y a de nombreuses personnes et parmi celles-ci un jeune qui suit sur Internet les dernières informations et relève les e-mails. Au premier étage, dans une grande salle, un autre est occupé à préparer les dernières banderoles. De l'autre côté, il y a une salle réservée pour les réunions des étudiants. A l'entresol, une autre salle bien insonorisée sert de lieu de répétition pour les groupes musicaux. De fait, comme le SKA ne reçoit aucun subside, il s'autofinance en faisant des concerts ainsi que d'autres activités ludiques payantes. Après cette visite, nous déposons nos

bagages dans un coin et nous partons vers ACERRA où une action de sensibilisation est prévue. Cette petite ville de 40.000 habitants, située à 15 Km de Naples, a une particularité. Un comité de chômeurs auto-organisés est très actif. En attendant le départ de la manifestation Mario nous présente un personnage haut en couleur. C'est une femme que l'on appelle "Consiglia". Elle a une très longue expérience. Au début, elle luttait sur son lieu de travail. Quand elle a perdu son emploi, elle a commencé à lutter avec les gens de son quartier. Comme elle le dit elle-même "dans mon quartier il y a une forte solidarité car le taux de chômage y est très élevé". En partant de son quartier, elle a commencé avec les chômeurs l'occupation de logements sociaux qui venaient d'être construits. Ils ont occupé jusqu'au moment où la société de logement a accepté leurs revendications. Après cette première expérience d'autres ont suivi. En effet, dès qu'une série d'habitations sociales est terminée, le comité de chômeurs d'ACERRA occupe les bâtiments afin que les chômeurs y soient logés et c'est le comité qui négocie les contrats de location. Pour leurs locaux, ils ont employé la même technique. Un autre chômeur nous est pré-

senté, il s'appelle Cuomo et est un ancien métallurgiste. Lui aussi a une expérience de lutte en entreprise, il était militant syndical. Aujourd'hui, il est un membre actif de ce comité auto-organisé. Ce comité ne fait pas que des occupations de logements, il interpelle politiquement les élus de sa commune. Et comme aujourd'hui, il manifeste régulièrement (Les manifestations des chômeurs sont parfois très dures et peuvent se terminer par des affrontements car la répression est très forte). La manifestation prend le départ dans les rues de ACERRA. Il est 19 h. et nous sommes entre 300 et 400 participants. Les slogans et les chansons fusent sans arrêt. Nous passons dans un grand nombre de rues petites et grandes et faisons quelques arrêts, devant la commune, devant le siège du parti DS, devant celui de Forza Italia et là de nouveaux slogans viennent s'ajouter aux précédents. Quand les chômeurs arrêtent de crier, Mario relance un slogan à la voiture-radio système-D. Au centre ville, il nous donne la parole. En cours de route, Consiglia me raconte la journée précédente. Hier mercredi 14 mars de 8 h. à 11 h., ce comité a participé à l'occupation par trois à quatre cents chômeurs de la sta-

tion "Barra" de la circumvesuviana (un train qui amène au centre ville de nombreux navetteurs de la périphérie de Naples). Une des revendications mise en avant était les cours professionnels. Cette action lançait le contre-sommet. Ensuite ils ont rejoint la manifestation de trois mille chômeurs qui parcourait les rues du centre ville jusqu'à 13 h.30. "Je m'appelle Rosaria Balsamo - dit une femme sur la quarantaine au physique défait mais avec la rage au corps - j'ai un mari chômeur comme moi et quatre enfants à la maison. Dans ces conditions est-ce que je dois m'occuper de mes affaires ou du Global Forum qui parle d'un monde qui ne sera jamais le mien ? Nos exigences sont supérieures à celles de ces clowneries". Pour Bruno Salvio, amateur du mouvement du travail de via Arenella (un des groupes de la coordination de lutte) nous ne sommes pas avec Amato, ni avec les centres sociaux et nous n'avons pas envie de foutre le bordel mais "nous disons seulement que nous ne partirons pas d'ici jusqu'à ce qu'ils aient entendu nos requêtes. Nous ne voulons pas rencontrer la commune ou la préfecture. Des bavardages nous en avons entendu trop, maintenant nous attendons seulement les faits". Ce même mercredi, certains d'entre-eux ont participé à la Street-parade. Ce cortège de deux mille personnes, précédé par quatre chars allégoriques (uranium appauvri, vache folle, perversion des réseaux télématiques, contrôle social) représentant les grandes contradictions du monde global terminait la journée.

Vendredi matin 16 mars, Lucia et moi faisons un petit tour de ville. Ce qui frappe c'est que dans chaque rue il y a des affiches du "No global forum" même

en périphérie où nous sommes logées. Pas loin de notre logement, il y a eu une action dans un Mac-donalds. Deux chèvres ont été introduites et de manière symbolique une vente de mozzarella s'est faite devant l'entrée. Malheureusement cela n'a pas duré longtemps vu l'intervention des forces de police. Tous les Mac-donalds de la ville étaient entourés d'un cercle de policiers. Il faut dire que 6000 agents des forces de l'ordre étaient sur pied de guerre. Depuis le jeudi matin, les quartiers où se tenaient les discussions officielles étaient ceinturés et pour y avoir accès même les résidents devaient montrer un laissez-passer émis par la préfecture. Nous arrivons devant le bâtiment de la faculté d'architecture qui est occupé depuis hier. Un cordon de flics prêts à en découdre a tenté de déloger les étudiants. Heureusement, l'appel à renforcer l'occupation a été entendu par des jeunes qui étaient réunis au SKA et de suite avec l'aide des GSM le rappel a été battu.

L'après-midi est assez calme. C'est le moment du Netstrike c'est à dire le blocage des autoroutes de la globalisation (via Internet : e-movement contro e-government). Nous en profitons pour faire un petit tour au centre ville. Le soir, nous assistons à l'assemblée générale qui se tient à la villa communale. Nous avons pu prendre la parole au nom des "Marches européennes" pour faire part de la situation politique dans notre pays sans oublier de parler de notre revendication concernant les allocations de chômage.

Samedi 17 mars 10 h. place Garibaldi... (voir article de Lucia)

Lundi 19 mars, nous sommes retournées à ACERRA pour participer à une première réunion de bilan de la manifestation du samedi. Les femmes du comité nous attendaient avec un repas dans un premier local remis à neuf. Nous avions prévu de faire des interview mais malheureusement mon enregistreur ne fonctionnait plus. J'ai donc remis une série de questions à Consiglia, Cuomo et un autre jeune chômeur ainsi qu'à Mario et j'ai demandé à celui-ci de les envoyer sur l'e-mail de Marie-Paule.

Ensuite nous sommes rendues au second local des chômeurs auto-organisés et là c'est Cuomo qui a lancé la discussion. A la fin de celle-ci nous sommes intervenues pour expliquer le système des allocations de chômage en Belgique ainsi que quelques mesures de contrôle social. Les chômeurs présents étaient très intéressés car chez eux ils ne perçoivent aucune allocation de chômage.

Deux grandes leçons sont à tirer de Naples. Premièrement, c'est une première sans doute de réunir 150 organisations (petites et grandes) sur un tel objectif. Chaque groupe est venu au départ de sa propre spécificité alors que certains la globalisation est encore quelque chose d'abstrait. Les OGM sont plus facilement identifiées comme un danger mondial que le chômage. Deuxièmement, une nouvelle stratégie policière a, semble-t-il, été mise au point. Les camarades italiens nous ont dit que d'habitude la police laisse toujours une voie de sortie pour les manifestants. Ce qui n'a pas été le cas cette fois. En effet, les manifestants ont été pris dans une nacelle où il était très difficile de s'enfuir puisque toutes les rues autour de la place étaient fermées par des triples cordons de policiers. C'était donc bien une volonté de frapper tout azimut.

Samedi 17 mars...

Place Garibaldi, noire de monde, derrière l'énorme banderole du réseau de lutte de la Campanie : "allez vous-en !", suit une marée humaine ouvrant le cortège "antagoniste" de 20.000 à 30.000 participants (selon les sources), au No Global Forum. De l'autre côté de la ville, depuis la place Municipio jusque la place del Plebiscito, ville morte, une ville blindée, quadrillée par plus de six mille agents de police et brigades anti-émeutes sur le pied de guerre pour défendre les "Global Leaders" présents à la cession de clôture.

La galaxie anti-globalisation, composite, bariolée, multicolore avance bruyamment. Mille sigles, mille banderoles, mille réalités. Suivent les anarchistes, quelques boy-scout, les autonomes, les chômeurs auto-organisés d'Acerra, le SKA, l'Officina 99, les délégations des "euro-marches", les centres sociaux, les pacifistes, les étudiants universitaires, les immigrés, les syndicats Cobas, Sin-Cobas, Slai, LSU (travailleurs socialement utiles), Rifondazione comunista, les associations pour la paix, les "Donne in nero", les Verts, "Mani Tese", "Tute Bianche", "Reclaim de money", quelques hommes politiques et quelques parlementaires. Tout ce monde rejoint par les foules des trains venant d'Italie du Nord et du Sud, de l'Allemagne, de France, d'Espagne, de Suisse, de Grèce... La majorité du "peuple de Naples" est paci-

fique, désireuse d'exprimer démocratiquement, haut et fort, dans la rue, son dissentiment, voire sa révolte en utilisant sa capacité de nuisance. C'est un énorme potentiel de présences, d'exigences, d'intelligences, de résistances, de contamination, de conflits d'intérêts de classe sociale, celles des travailleurs et travailleuses, précaires, chômeurs, pensionnés, tous les "sans", contre la voracité des Seigneurs de la marchandisation du monde. Tous ensemble, ils scandent notamment :

"L'economia mondiale non ci piace, senza giustizia nessuna pace" (l'économie mondiale ne nous convient pas, pas de paix sans justice) ou "siamo stanchi ad aspettare vogliamo lavorare" (nous sommes fatigués d'attendre, nous voulons travailler) ou bien

"lavoro o non lavoro vogliamo campare, vogliamo l'accesso garantito al salario" (avec ou sans travail, nous voulons vivre, nous voulons avoir accès au salaire garanti) et

"disoccupazione, miseria, lutto pagherete tutto" (chômage, misère, deuil vous paierez tout) ou encore

"se non cambierà, l'Intifada pure quà" (si cela ne change pas, il y aura l'Intifada ici aussi) ou

"casa, lavoro, sanità, servizi sociali è questa la lotta dei proletari" (logement, travail, santé publique, services sociaux c'est la lutte des prolétaires). Pendant plus d'une heure, les manifestants avancent sous la haute surveillance de deux hélicoptères de la police volant à basse altitude et de

plusieurs patrouilles de Robocops aguerris, massés tout au long du parcours, qui encadrent carrément le cortège sans compter les multiples policiers en civil parmi la foule. Ensuite, à mi-parcours éclatent subitement des pétards, un échange de lancement de pierres a lieu entre un groupe de jeunes cagoules et les forces de l'ordre. Celles-ci n'hésitent pas à charger plusieurs fois les manifestants indistinctement. Des grenades lacrymogènes sont lancées à foison, des coups de fusil sont tirés en l'air, les forces de l'ordre poursuivent les manifestants en les matraquant sauvagement. La situation devient vite très confuse et incontrôlable. C'est une véritable souricière d'où personne ne peut s'échapper impunément. Des pierres sont maintenant lancées tous azimuts par les forces de l'ordre comme si les matraques ne suffisaient pas ! Bref, la confrontation entre antagonistes désarmés et policiers hyper armés, d'une action démonstrative qu'elle aurait dû être s'est rapidement transformée en une déplorable bataille ! Bilan : plus de deux cents blessés et beaucoup d'incompréhension et de déception face à l'extrême violence gratuite exercée par les forces de l'ordre contre laquelle beaucoup de voix de protestation se sont élevées (de parents, de citoyens, de professeurs, d'intellectuels et de politiques) pendant la conférence de presse organisée

juste après la manifestation...

"Le choix de Naples porte les patrons du monde à s'auto-célébrer dans la ville-symbole d'une aire de sous-développement dans l'Europe de Maastricht. Une aire dans laquelle se développe une augmentation impressionnante de poches de pauvreté : le chômage des jeunes atteint des pics à 60 % et le travail disponible est toujours moins qualifié ; Naples est également une ville hyper militarisée puisqu'elle héberge le commandement sud de l'OTAN dans cette région méditerranéenne où se déterminent de plus en plus les enjeux géopolitiques de l'impérialisme avec les conséquences extrêmement dures pour les populations comme le démontre l'actualité palestinienne.

Une ville qui a connu ces dernières années une expulsion progressive des prolétaires et des plus démunis vers des banlieues de plus en plus abandonnées à elles-mêmes.

Mais Naples est aussi la métropole dans laquelle, même si cela peut être contradictoire, s'expriment de fortes et diverses formes de résistance au contrôle et à la misère comme le démontre les expériences existantes depuis plus de vingt ans des mouvements de luttes des chômeurs, des précaires et des "sans".

Lucia Romaniello

Christiane Maigre.

Les 19, 20 et 21 juillet, toutes et tous à Gênes face au G-7

Les dix-huit mois qui nous séparent de Seattle ont vu l'émergence d'une mobilisation mondiale refusant la "mondialisation libérale". Il n'y a plus un sommet de chefs d'États ou de gouvernements sans qu'en face ne soient organisés contre-sommets et manifestations de masse. Ces derniers mois ont ainsi été marqués par les manifestations de Québec et de Göteborg où se sont rassemblées des dizaines de milliers de manifestants.

Les 20 et 21 juillet, le G-7 se réunit à Gênes, dans le nord de l'Italie.

Le G-7, ce sont les sept pays les plus riches du monde : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Canada. G-8 si on compte la Russie quand elle est invitée. Mais surtout, le G-7 fait office de "gouvernement du monde", un gouvernement illégitime, où ne

siègent que les plus riches, créé, à l'origine pour réguler les flux financiers, mais qui, aujourd'hui, s'arroge le droit de traiter de toutes les questions, du narcotrafic à la situation de la Russie.

Les réunions du G-7 sont, depuis 1998, l'occasion de rassemblements très importants (70 000 en 1998 à Birmingham, en Grande-Bretagne) pour exiger notamment l'annulation de la dette des pays du tiers monde. La manifestation de Gênes ne dérogera pas à cette règle et cette thématique sera très importante pendant les trois jours.

Gênes, ce sera aussi, pour les italiens, la première manifestation anti-Berlusconi, la manifestation qui permettra aux mouvements sociaux de se compter face au gouvernement le plus réactionnaire qu'ait connu l'Italie depuis la deuxième guerre mondiale.

Gênes ce sera, et peut être

surtout, une nouvelle, probablement la plus grande, manifestation contre la "mondialisation libérale".

Gênes sera enfin le rendez-vous de la jeunesse européenne.

Face à la politique conduite par les pays du G-7, une politique qui produit misère, précarité et inégalités, nous serons des dizaines de milliers à exiger une autre orientation.

Christophe Aguiton

Plus de 500 associations, syndicats et partis appellent à Gênes. En France, le collectif VAMOS (Vive l'Action pour une Mondialisation des Solidarités) qui regroupe des organisations de jeunesse centralise les informations concernant les moyens pour se rendre à Gênes.

e-mail : vamos-agenes@ifrance.com
Tel : 01 44 62 12 45

«FACE AU CLUB DES PAYS RICHES, MANIFESTATION A GENES.»



le 19 juillet
première manifestation
face au G-8
et pour la liberté
de circulation
le 20 juillet
encerclément
pacifique
le 21 juillet
manifestation
de masse.

Seattle, Prague, Nice, Gênes...
LEUR MONDIALISATION N'EST PAS LA NOTRE !

- > Pour l'annulation de la dette des pays du tiers monde
- > Contre les plans du FMI et de la Banque mondiale
- > Contre l'élargissement des marchés et les privatisations prônés par l'OMC
- > Pour la Taxe Tobin et la lutte contre les paradis fiscaux
- > Contre la pression contre les immigrants et la constitution d'une "Europe forteresse"

MC / APES / ATTAC / Marchés européens contre le chômage et la précarité / Marche mondiale des femmes / Union syndicale C10 Solidaires / Vamos - AARIG II / ATTAC étudiants / L'Étincelle / ICR RED / No Passaran / Scalp Reflex / SUD étudiants

En juillet, 19,20 et 21 : Vamos à Gênes

En Septembre

Le collectif allemand des Marches européennes se mobilise pour participer aux actions prévues lors du Sommet ECOFIN des 22 et 23 septembre 2001.

Ils veulent notamment témoigner contre le projet de loi fédérale sur le revenu d'existence. La "réforme" sera dans les faits une réduction du revenu d'existence à 800 DM soit 16 500,40 BEF. Actuellement, en faisant toutes les pénibles démarches nécessaires, il est possible d'obtenir 1300 DM pour un(e) isolé(e). Ceux et celles qui luttent contre le chômage, la précarité et les exclusions en Allemagne considèrent que ce projet national est une application des GOPE imposées par les Conseils ECOFIN successifs.

C'est parce que la Banque Centrale Européenne et l'Union européenne - au nom de la mise en œuvre du Marché et de la monnaie unique - exigent des États des restrictions drastiques qui annoncent un nivellement vers le bas dans tous les États membres ;

que les Marches européennes exigent que soient définis - en fonction de la richesse de chaque pays - des seuils en dessous desquels il est inacceptable de descendre.

22 et 23 septembre : Congrès Européen Citoyen organisé par ATTAC à Liège

En octobre

Les 14 et 15 octobre, une coordination européenne des Marches est fixée à Bruxelles. Elle se prolongera par la participation aux actions du Sommet parallèle de Gand où un Sommet européen des Chefs d'État et de gouvernement préparera la Déclaration de Laeken.

En décembre.

L'Assemblée européenne des chômeuses, chômeurs et précaires en lutte se tiendra les 12 et 13 décembre à Bruxelles. Le thème central portera sur le développement de la précarité avec des témoignages des collectifs de l'Union européenne et des pays candidats.

Débat sur la Déclaration de Laeken (qui sera en fait la planification de la Constitution européenne qui devrait voir le jour en 2004) et participation aux manifestations et aux actions qui suivront.

Rencontre de militant(e)s syndicalistes et associatifs dans le cadre de "L'Unité dans l'action des mouvements sociaux européens."

"Le rendez-vous de Nice"

- Portraits de quelques opposants à une certaine mondialisation -
Un film vidéo de 48 mn proposé par Canal Marches

En décembre 2001, plus de 80 000 personnes manifestaient du sommet européen de Nice pour réclamer une véritable Europe sociale. De mémoire de chef d'État ou de technocrate bruxellois, on n'avait jamais vu ça !

Ce film retrace ces trois journées intenses, leur préparation. Il s'interroge aussi sur les racines de cette mobilisation. Depuis les événements de Seattle en décembre 1999, un mouvement international de résistance à la logique libérale est apparu sur la scène publique. Qui sont ces hommes et ces femmes qui se battent pour un "autre monde" ?

De Paris à Nice, nous suivons Christiane, une chômeuse belge, Scarlet, sans emploi de Brest, Farid, militant d'AC !, ainsi que Guy, un cadre en préretraite, et Chantal, formatrice, tous deux militants d'Attac. Des situations sociales extrêmes, des parcours de vie très différents, des traditions d'actions collectives distinctes, qui, réunis dans cette action commune, laissent entrevoir toute la profondeur de ce mouvement encore naissant.

Durant les manifestations nous rencontrons d'autres visages : membres du PCF, de la Confédération paysanne, des Marches européennes, syndicalistes, libertaires... Toutes ces personnes auraient pu rester étrangères les unes aux autres. Elles vont pourtant se retrouver à Nice dans une seule même foule, au pied de l'Acropole où se réunissent les chefs d'État protégés par des forces de police promptes à lancer des grenades lacrymogènes...

Réalisation : Vincent Goulet

Images : Gérard Vidal et Isabelle Melin

Conseillers artistiques : Marie-Dominique Massoni, Patrice Spadoni, Farid Zéroulou.

Canal Marches est une association de chômeurs, précaires et vidéastes qui travaille depuis 1997 en lien avec les Marches européennes. En commandant cette cassette, vous participez aux frais de production et permettez la poursuite de nos activités.

"Le rendez-vous de Nice" sera disponible fin juin 2001 pour préparer les sommets de Göteborg, Gênes et Laeken-Bruxelles. Réservez dès maintenant votre VHS !

Chèques à l'ordre de "Canal Marches"

104, rue des Couronnes - 75020 Paris

Prix à l'unité : 120 F port compris.

Noter le nombre d'exemplaires désirés et votre adresse.

VHS Pal (Secam sur demande)

Egalement disponibles :

Des films vidéos pour s'informer et débattre :

- En Marche, 1998, 52 mn, réalisation Patrice Spadoni. (Diffusion La Cinquième, Planète). Documentaire sur l'aventure des Marches européennes de 1997. 120 F.

- Canal Marches, le magazine, 1997, 4 x 35 mn, réalisation Canal Marches. Les marches européennes de 1997 au jour le jour... 180 F les quatre films rassemblés sur une seule VHS.

- On va marcher sur Nice, sept. 2000, 22 mn, réalisation Vincent Goulet, film d'intervention pour présenter les enjeux du sommet de Nice de décembre 2000. 90 F.

- Les mauvais jours, nov. 2000, 13 mn réalisé par Patrice Spadoni. Paroles de chômeurs pour l'exposition "Les Sentiers de la Colère" (Editions L'Esprit Frappeur). 70 F.

Un livre-témoignage :

- Les Sentiers de la Colère, Editions L'Esprit Frappeur. 20 F.

Déclaration de Bruxelles

Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions

POUR L'UNITÉ DANS L'ACTION DES MOUVEMENTS SOCIAUX EUROPÉENS

1- Les mouvements sociaux qui s'affrontent aux politiques néolibérales européennes vont être confrontés au cours des mois à venir à des enjeux importants qui appellent des ripostes fortes et convergentes. En effet le Sommet de Nice a ouvert une nouvelle dynamique qui, d'ici 2004, entend changer le visage de l'Europe, avec l'adoption d'une constitution de l'Union européenne, l'élargissement vers l'Est et une redéfinition des compétences entre les niveaux européens, national et régional.

2 - La politique économique et sociale de l'Union européenne révèle des choix clairs, en faveur des intérêts des classes dirigeantes et des groupes capitalistes, et contre ceux de l'immense majorité de la population, à commencer par les salariés et les sans emploi. Cette orientation néolibérale s'exprime notamment par une politique de workfare, de démantèlement des acquis sociaux, de privatisation des services publics, de répression des mouvements sociaux, d'atteintes aux droits d'expression et de libre circulation, d'encouragement aux emplois précaires, et d'ouverture d'un Marché du travail européen.

3 - La " Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ", même si elle n'a pas été formellement adoptée à Nice en décembre 2000, s'annonce comme le possible préambule de la Constitution européenne. Or cette Charte n'est que le catalogue de ce que la Convention a bien voulu garder des droits existants. Elle n'offre aucune avancée sensible, et elle est en recul par rapport aux droits dans de nombreux pays. Ainsi, la Charte exclut les droits à prestation (retraites; chômage; revenus minimum). Si cette Charte était adoptée dans son état actuel, si elle prenait force de loi, par un moyen ou par un autre, elle deviendrait un point d'appui

pour de nouveaux reculs sociaux, et sonnerait le signal d'un grand nivellement par le bas.

4 - Le Conseil européen de Göteborg en juin 2001, puis celui de Laeken / Bruxelles au second

s'opposent à la globalisation libérale, des mouvements de femmes, de jeunes, d'étudiants, des mouvements issus de l'immigration, de soutien aux Sans papier, de lutte contre le racisme, contre le fascisme, des

institutions européennes, et une plate-forme revendicative, préparant de futures luttes sociales internationales. Pour une Europe sociale, pour une autre société, où l'on vive et travaille autrement.



● La tenue à Bruxelles d'une première Rencontre des mouvements sociaux européens à l'occasion du Sommet des Chefs d'État de Laeken / Bruxelles en décembre 2001.

● L'organisation dans cette ville d'initiatives de masse contre les politiques néolibérales de l'Union européenne, "encerclant" la réunion des chefs d'État, et portant - entre autres exigences - les revendications du mouvement social.

semestre, verront se confirmer, si aucune voix ne s'élève assez fortement contre elle, cette marche en avant du libéralisme. Le passage à l'EURO pour douze pays au début 2002 en marquera une nouvelle étape.

5 - Pour faire face à cette marche forcée, pour la stopper, il est urgent que les mouvements sociaux de toute l'Europe s'unissent autour de pratiques et d'objectifs qu'ils auront élaborés en commun.

6 - Nous proposons que s'ouvre un processus conduisant à une CONVERGENCE des mouvements sociaux européens, des forces syndicales de salariés et de paysans, des mouvements de chômeurs, de précaires, de mal logés, des mouvements qui

mouvements luttant pour l'environnement, des antimilitaristes, des mouvements pour la Paix et contre la militarisation de l'Union européenne, des associations luttant pour les Droits de tous types, ainsi que les réseaux de réflexion où travaillent ensemble chercheurs et acteurs des mouvements sociaux.

7 - Le Sommet de Bruxelles / Laeken en décembre 2001 ouvre une opportunité pour avancer dans cette voie. Nous proposons quelques objectifs :

● L'élaboration commune et l'adoption d'une Charte revendicative des mouvements sociaux européens. Cette Charte serait à la fois une alternative à la Charte élaborée par les

revendications du mouvement social.

8 - Il est en effet urgent que les mouvements sociaux européens s'arment d'un projet commun, qu'ils se fassent les porteurs d'exigences communes de transformation de la société, et les initiateurs de luttes concrètes et coordonnées permettant aux citoyens de prendre leur destin en main par delà les frontières. Les marches et les grandes manifestations organisées à l'occasion des Sommets d'Amsterdam, de Cologne ou de Nice, ainsi que plusieurs autres mouvements de lutte européens, de salariés, de chômeurs, de femmes, de paysans ou de sans papiers, ont déjà démontré que des luttes sociales internationales sont possibles.

9 - La nécessité de faire converger les mouvements sociaux à l'échelle européenne est de plus en plus ressentie par les réseaux existants. Dans le respect des spécificités et différences des uns et des autres, en participant à ce qui existe déjà, nous voulons donc prendre des initiatives de débat et d'action allant dans le sens d'une Coordination européenne des réseaux, souple, non hiérarchique, démocratique et décentralisée.

10 - Enfin, s'organiser et agir dans le cadre européen ne veut pas dire se replier derrière les remparts de l'Europe forteresse, et sous-estimer les enjeux mondiaux. Bien au contraire la politique de l'Union européenne se révèle comme l'un des leviers de la globalisation libérale. Il est dès lors important d'articuler entre eux les mouvements sociaux et les mouvements de lutte qui ont émergé sur la scène mondiale dans le cadre des luttes contre le néolibéralisme, de Seattle à Porto Alegre. Ces mouvements ont vu apparaître de nouveaux secteurs militants, particulièrement dans la jeunesse.

Après les succès des mobilisations de Seattle, Washington et Prague, Nice en décembre 2000 a montré qu'il était possible de faire converger dans la mobilisation les préoccupations sociales en Europe et les mouvements contre la globalisation libérale. Les prochaines échéances, Göteborg du 13 au 16 juin, Barcelone les 25 / 27 juin 2001, Gênes les 19 / 21 juillet 2001 et enfin Laeken / Bruxelles du 12 au 15 décembre 2001 seront l'occasion concrète de renforcer ces convergences.

Bruxelles, 22 avril 2001
Coordination des Marches européennes
contre le chômage, la précarité et les exclusions

Marches européennes / News Commission paritaire : en cours.

Directeur de publication : Christophe Aguiton.

Marches européennes, 104 rue des Couronnes 75020 Paris - Fax : 01 44 62 63 45

Site : <http://www.euromarches.org> - e-mail : marches97@ras.eu.org.

Secrétariat de rédaction : Michel Rousseau. Conception graphique : Madjid Zerrouky.

Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Soutien financier
Chèques à l'ordre
des Marches européennes
104, rue des Couronnes
75020 Paris